

ArcelorMittal sous la pression des repreneurs

Les candidats à la reprise du site de Gandrange s'agitent autour du site qui, officiellement, n'est toujours pas à vendre. La direction confirme, d'ailleurs, n'avoir reçu aucune offre.

Le gouvernement va exercer d'amicables pressions sur Lakshmi Mittal pour qu'il vende. Président du comité de défense de l'aciérie, Alain Grenaut explique ainsi l'agitation croissante qui secoue Gandrange depuis quelques jours. L'ancien directeur général du site estime à une demi-douzaine le nombre des repreneurs sur les rangs. Le dernier en date, Romain Zaleski, aurait posté un courrier dans lequel il réclame à Lakshmi Mittal le feu vert permettant à ses experts de visiter l'aciérie. Cet homme d'affaires, 428^e fortune mondiale, né en France dans une famille d'émigrés polonais, n'est pas qu'un financier. Il présente aussi le profil d'un ingénieur de haut niveau, diplômé de Polytechnique et de l'École des Mines. En sortant du conseil d'administration d'ArcelorMittal (lire notre édition d'hier), il affirmait vouloir se recentrer sur d'autres activités. Mais dans son courrier de démission, il justifiait claire-

ment ce départ par sa volonté de reprendre l'usine de Gandrange, en annonçant déjà son intention de la visiter. « Cette acquisition répondrait à la vocation de son groupe, l'italien Carlo Tassara qui œuvre dans les aciers spéciaux », commente Alain Grenaut qui juge cette hypothèse tout à fait crédible.

D'autres repreneurs se seraient manifestés auprès de Bercy. Edouard Martin, élu CFDT au CE européen du groupe, cite Ascometal (filiale de l'italien Lucchini appartenant au russe Severstal), l'indien Tata Steel ou l'allemand Saarlöh. Toutefois, la direction d'ArcelorMittal dément avoir reçu officiellement la moindre offre, à ce jour. « Combien même on aurait des marques d'intérêt, on ne pourrait pas se prononcer à ce stade de la procédure », objecte-t-on au sein de la direction du géant mondial de l'acier. Laquelle campe sur son projet de restructuration pré-

voyant la fermeture de l'aciérie et le train à billettes en 2009, avec pour conséquence la suppression de 600 emplois.

Contre-projet

Les industriels ne sont pas les seuls à s'agiter en coulisse. Les syndicats multiplient, eux aussi, les consultations. Hier, la CGT a rencontré à Hayange la direction de Corus Rail, acieriste anglo-néerlandais récemment acheté par Tata Steel et qui fabrique en Moselle des rails de TGV. Le syndicat fait valoir « la complémentarité » entre les deux sites mosellans. Pour fabriquer ses rails, Corus Rail importe ses « blooms », seulement 11 km séparant ces usines.

Vendredi prochain, la CFDT et la CFE-CGC présenteront leur contre-projet officiel à la restructuration, via l'étude bouclée par le cabinet Syndex. Celui-ci privilégie la recherche d'une solution dans le giron Mittal. Une divergence notoire avec la CGT qui, elle, semble



La direction d'ArcelorMittal dément avoir reçu officiellement la moindre offre de reprise, à ce jour, pour son usine de Gandrange.

plus favorable à la solution d'un repreneur. Les deux hypothèses avaient été défendues par le chef de l'Etat, lors de sa visite le 4 février. « Si le contre-projet de l'intersyndicale montre une solution crédible, soit avec l'actuel propriétaire, soit avec un repreneur, l'Etat paiera pour sauver le site », avait alors

déclaré Nicolas Sarkozy face au personnel. Mais depuis, les divisions syndicales n'ont fait qu'élargir le fossé entre les deux approches. Sans compter qu'il reste à savoir ce que cette brusque agitation doit à la proximité du scrutin de dimanche.

Xavier BROUET.

Les élus mobilisés

Vingt et un maires de Moselle et Meurthe-et-Moselle ont paraphé un courrier, signé du comité de défense du site de Gandrange, adressé à Nicolas Sarkozy. Les élus demandent au chef de l'Etat d'apporter son aide au combat mené pour que le site ArcelorMittal maintienne son activité industrielle et ses mille emplois. « L'acier a toujours un avenir, il n'est plus besoin de le démontrer », écrivent-ils. « Il faut donner du temps et des moyens à Gandrange pour relever le défi et repartir sur de bonnes bases. L'appartenance de cette usine au premier groupe mondial d'acier est un atout. Que celui-ci fasse son devoir d'actionnaire pour aider Gandrange à surmonter ces difficultés passagères », souligne le courrier. Car pour les élus, le mal est identifié : « Il concerne un coût excessif de l'électricité et de la ferraille qui plombe ses résultats. Il concerne une mauvaise transmission des savoir-faire entre les jeunes embauchés et les anciens qui est la cause de dysfonctionnements perturbant la marche des installations. Il concerne aussi les freins mis aux gros investissements ». Le président de la République devrait être réceptif à ce message. Lors de sa visite sur le site ArcelorMittal de Gandrange, il avait assuré les salariés de l'aide de l'Etat.